

«Si rien ne bouge, le Congo va imploser»

L'Église congolaise tente d'accorder le pouvoir et l'opposition sur l'organisation d'élections. La RDC traverse une crise majeure, tandis que les massacres continuent à l'est du pays.

VINCENT GEORIS

Alors qu'une guerre invisible fait des milliers de victimes depuis deux ans dans l'est du Congo, des négociations de la dernière chance sont en cours à Kinshasa pour organiser des élections. Dans dix jours, le mandat du président Kabila vient à échéance, sans qu'il n'ait montré l'intention de quitter le pouvoir.

Les pourparlers sont conduits par l'archevêque de Kisangani, Mgr Marcel Utembi, le président de la Conférence nationale épiscopale du Congo (Cenco). D'un côté, les partisans de Kabila et une petite partie de l'opposition, favorables à son maintien au pouvoir au-delà du 20 décembre. De l'autre, le Rassemblement, qui réunit l'opposition derrière son leader historique Etienne Tshisekedi. Il exige le départ du président.

Les parties prenantes doivent décider de l'avenir du président, de la date des élections et de l'organisation d'une période de transition.

La Cenco prépare ces négociations depuis plusieurs mois. Vendredi, les premiers résultats se faisaient sentir avec la mise en place de trois commissions chargées de dégager des consensus sur les points de blocage de l'impasse dans laquelle se trouve la RDC.

L'Echo a rencontré Mgr Utembi,

avant ces négociations. Il appelle toutes les parties à «un dialogue inclusif». Et interpelle la communauté internationale en raison de la gravité de la crise. «Nous avons suspendu notre participation au Dialogue national organisé par Joseph Kabila pour pouvoir rencontrer les forces d'opposition du Rassemblement, dit-il. Ce n'est pas à l'Eglise de décider ce qui va se passer, mais aux politiciens. Nous œuvrons au consensus entre les deux parties.»

Des élections «au plus tard» dans un an

L'Eglise catholique a une vision claire, et alarmante, du futur. «Sur le plan constitutionnel, Joseph Kabila doit arrêter de diriger le Congo le 19 décembre 2016, explique-t-il. Si rien ne bouge d'ici là, le Congo va imploser. Il y a un risque de confrontation entre le pouvoir et l'opposition qui dispose d'un fort soutien de la population.»

Pour l'archevêque, les élections doivent avoir lieu dans un an. «Il faut organiser les élections au plus tard en décembre 2017. Le gouvernement transitoire doit être de courte durée, et avoir comme but principal l'organisation d'élections pacifiques.»

Mgr Utembi implore la communauté internationale «de peser de tout son poids pour aider les Congolais à accéder aux valeurs démocratiques à travers la réalisation du processus électoral». Comment? «Cela peut se faire par des voix politiques, mais aussi par des moyens financiers pour organiser les élections.» Mais l'agenda électoral n'est pas le seul problème de la RDC.

Les massacres se poursuivent

À l'est du Congo, des milices rebelles

poursuivent les massacres avec une violence insoutenable, comparable à celle de Boko Haram. En août, une cinquantaine d'habitants de Beni étaient assassinés, probablement par des islamistes ougandais de l'Allied Democratic Force (ADF). Le 27 novembre dernier, 34 personnes étaient tuées dans le village de Luhanga (Nord-Kivu). On soupçonne les Mai-Mai, une force dirigée par des chefs tribaux.

«Nous sommes fortement préoccupés par ce qui se passe dans la région de Beni. Les massacres y ont fait plus de 1.660 victimes depuis 2014, dit-il. Il faut à tout prix savoir qui en est le responsable. On parle de rebelles d'origine ougandaise. Mais il n'y a pas que des forces étrangères. Nous avons l'impression que certains chefs coutumiers sont impliqués pour des raisons foncières.» Certains observateurs accusent Kabila de «laisser faire» pour perturber l'organisation des élections.

La Cenco réclame «une enquête indépendante» pour faire la lumière sur cette tragédie. «Nous sommes venus à Bruxelles pour que l'Union européenne s'intéresse un peu plus aux massacres dans notre région.»

L'archevêque appelle la communauté internationale à agir «au plus vite» pour mettre fin à ces massacres. L'armée congolaise s'avère incapable de les arrêter par ses moyens. «L'État aujourd'hui est faible et complaisant face à ce qui se passe au Congo. Il ne parvient pas à assurer l'intégrité territoriale, ajoute Mgr Utembi. L'armée est constituée d'un agrégat de milices issues des anciens conflits. Cela ne fonctionne pas.»

«L'Europe peut envoyer une force armée»

«L'Europe peut envoyer une force armée»

«Nous avons besoin d'une intervention musclée des Nations unies et de l'Union européenne, affirme-t-il. Au besoin, l'Europe peut envoyer une force armée comme lors de l'opération Artémis (une brigade de militaires européens fut envoyée en 2003 pour pacifier la région d'Ituri, NDRL). À défaut, on pourrait aussi réactiver les Casques bleus de la Monusco, mais le peuple n'a pas confiance en elle.» Tant l'armée congolaise que les soldats pakistanais de la Monusco sont impuissants à empêcher les massacres.

Lors de sa visite à Bruxelles, la Cenco a demandé à l'UE l'envoi de cette force calquée sur le modèle Artémis. «Le soutien d'une telle brigade serait très précieux. L'Europe avait réussi à calmer les choses en Ituri.»

Le président de la Cenco se sent blessé par l'indifférence générale dans laquelle le Congo traverse cette tragédie. «Tous les regards sont tournés vers la Syrie. Mais ce qui se passe ici n'est pas à minimiser, lâche-t-il. Nous souscrivons aux paroles du Saint-Père, qui dénonce le silence honteux de la communauté internationale.»

La Belgique n'échappe pas à la critique. «La Belgique doit en faire davantage pour le Congo. Elle a toujours été notre partenaire privilégié, insiste-t-il. Plus le processus électoral est en panne, plus la situation va se détériorer.»

«La Belgique doit en faire davantage pour le Congo.»

MGR MARCEL UTEMBI
PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE
NATIONALE ÉPISCOPALE DU CONGO